

Audience publique du 5 octobre 2011

Recours formé par
Monsieur ..., ...
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière d'impôt sur le revenu

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 27208 du rôle et déposée le 13 août 2010 au greffe du tribunal administratif par Monsieur, au nom de Monsieur ..., demeurant à L-... , contre d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 12 mai 2010 ayant déclaré non fondée une demande de remise gracieuse des impôts sur le revenu des années 2003 et 2004 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 19 novembre 2010 ;

Vu la constitution d'avocat à la Cour de Maître Henri Frank, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, déposée au greffe du tribunal administratif en date du 14 avril 2011, pour le compte de Monsieur ... ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Entendu le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Maître Henri Frank, respectivement Maître Emilie Simoncini, en remplacement de Maître Henri Frank, et Mesdames les délégués du gouvernement Jacqueline Jacques respectivement Monique Adams en leurs plaidoiries respectives aux audiences publiques des 9 mai, 6 juin et 4 juillet 2011 suite auxquelles l'affaire fut à chaque fois refixée afin de permettre à Maître Henri Frank de verser des pièces supplémentaires.

Entendu le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Maître Henri Frank et Madame le délégué du gouvernement Monique Adams en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 19 septembre 2011.

Par courrier du 26 novembre 2009, Monsieur ... s'adressa au directeur de l'administration des Contributions directes au nom de son frère ... pour solliciter la remise gracieuse des impôts des années 2003 et 2004.

En date du 5 janvier 2010, l'administration des Contributions directes, division gracieuse s'adressa à Monsieur pour lui demander de justifier son pouvoir d'agir en versant au dossier la procuration qui établit son mandat exprès et spécial pour l'instance introduite pour compte de son frère.

Par écrit daté au 7 janvier 2010, Monsieur ... déclara mandater son frère pour représenter ses intérêts devant le directeur de l'administration des Contributions directes.

Par décision du 12 mai 2010, le directeur de l'administration des Contributions directes rejeta la demande de remise gracieuse sur base des considérations et motifs suivants :

« [...] Nach Einsicht des am 26 November 2009 von Herrn im Namen seines Bruders Herrn ..., wohnhaft in L-..., gestellten Antrags auf Nachlass von Steuern der Jahre 2003 bis 2004 aus Billigkeitsgründen;

Auf Grund von Paragraph 131 AO in der Fassung des Gesetzes vom 7. November 1996;

In Erwägung, dass gemäß § 131 AO, ein Erlass aus Billigkeitsgründen nur dann erfolgen kann, wenn die Einziehung von Steuern deren Rechtmäßigkeit nicht bestritten ist, nach Lage des einzelnen Falles, aus sachlichen oder aus persönlichen Gründen, unbillig wäre;

In Erwägung, dass obschon der Petent mehrmals durch Erinnerungschreiben, Androhungen einer Geldstrafe, aufgefordert wurde seine Steuererklärung abzugeben, er diesen Aufforderungen keine Folge leistete;

In Erwägung, dass insoweit Steuerpflichtige, wie im vorliegenden Falle die Abgabe einer Steuererklärung verweigern, das Steueramt, aufgrund von § 217AO, die Besteuerungsgrundlagen zu schätzen hat;

dass aber die Steuerpflichtigen sich selbst mögliche Nachteile einer durch ihr eigenes Fehlverhalten erzwungenen Schätzung zuzuschreiben haben (siehe ständige Rechtsprechung: Staatsrat 11.04.1962, Nr. 5742; Tribunal administratif 19.06.2000, n° 11295);

In Erwägung, dass der Petent sich durch die Höhe der Schätzung der Besteuerungsgrundlagen der Jahre 2003 bis 2004 beschwert fühlt;

In Erwägung, dass solche Anfechtungen gegen Einkommensteuerbescheide dem Außerstreitverfahren völlig fremd sind, da jenes Verfahren nur zulässig ist für Steuern deren Rechtmäßigkeit nicht bestritten ist;

In Erwägung dass, anderseits keine persönlichen Gründe ersichtlich sind, welche einen Erlass rechtfertigen würden;

In Erwägung dass, somit ein Erlass aus Billigkeitsgründen nach § 131 AO nicht zu erteilen ist;

AUS DIESEN GRÜNDEN

ENTSCHEIDET:

Der Antrag wird als unzulässig zurückgewiesen. [...] »

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 13 août 2010, Monsieur fit introduire au nom de son frère ..., un recours non autrement spécifié contre la décision directoriale précitée du 12 mai 2010.

Lorsque la requête introductive d'instance omet d'indiquer si le recours tend à la réformation ou à l'annulation de la décision critiquée, il y a lieu d'admettre que le demandeur a entendu introduire le recours introduit par la loi.¹

Conformément aux dispositions combinées du paragraphe 131 de la loi générale des impôts, dite « *Abgabenordnung* », ci-après dénommée « AO », et de l'article 8 (3) 1. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal administratif est appelé à statuer comme juge du fond sur un recours introduit contre une décision du directeur portant rejet d'une demande de remise gracieuse d'impôt. Le tribunal est partant compétent pour connaître du recours en réformation.

En termes de plaidoiries, le délégué du gouvernement a soulevé l'irrecevabilité du recours au motif qu'il aurait été introduit par le frère du destinataire de la décision déférée.

La partie demanderesse se borne à répliquer qu'il s'agirait de deux frères, l'un ayant agi pour le compte de l'autre.

En vertu du deuxième alinéa du paragraphe premier de l'article 2 de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, tel que modifié par une disposition de l'article 109 de la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, les justiciables ont la faculté « *d'agir par eux-mêmes ou de se faire représenter ou assister par un expert-comptable ou un réviseur d'entreprise, dûment autorisés à exercer leur profession, devant le tribunal administratif appelé à connaître d'un recours en matière de contributions directes...* », la représentation des justiciables devant les juridictions administratives siégeant en matière de contributions directes est partant réservée aux seuls avocats de la liste I, experts-comptables ou réviseurs d'entreprises, dûment autorisés à exercer leurs professions respectives.

Force est au tribunal de constater, d'un côté, qu'il est constant en cause que la décision déférée concerne Monsieur ..., et, de l'autre côté, qu'il n'est pas établi que Monsieur, signataire de la requête introductive d'instance, revêt la qualité d'une des professions énumérées à l'article 2 de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, de sorte qu'il y a lieu de conclure qu'il n'était pas habilité à introduire le recours sous analyse.

Etant donné que le respect des exigences de forme et de contenu de la requête introductive d'instance s'apprécie au jour de l'introduction du recours, toute insuffisance d'un élément essentiel y relatif constituant un vice affectant la requête introductive d'instance, lequel vice ne

¹ Voir TA 18 janvier 1999, n° 10760 du rôle, Pas. adm. 2010, v° Recours en réformation, n° 7

saurait être ni purgé par un renvoi, ni être régularisé *ex post* par l'intervention d'un avocat de la liste I en cours d'instance,² de sorte qu'il y lieu de déclarer le recours irrecevable nonobstant la constitution d'avocat à la Cour intervenue en cours d'instance.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

déclare le recours irrecevable ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 5 octobre 2011 par :

Marc Sünner, vice-président,
Claude Fellens, premier juge,
Paul Nourissier, juge,

en présence du greffier Michèle Hoffmann.

s. Michèle Hoffmann

s. Marc Sünner

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 6 octobre 2011
Le Greffier du Tribunal administratif

² Voir TA 3 février 1999, n° 10598 et 10883 du rôle, Pas. adm, 2010, v° Impôts, n° 647, voir en ce sens également TA 6 janvier 1999, n° 10357 et 10844, confirmé par CA 14 octobre 1999, n° 11126C v° Procédure contentieuse, n°381